

OFFICE NATIONAL DES FORETS

DIRECTION TERRITORIALE GRAND-EST
AGENCE DE SARREBOURG

ACHAT DE SERVICES D'EXPLOITATION FORESTIERE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES APPLICABLES AUX TRAVAUX D'EXPLOITATION et de DEBARDAGE

ACCORD CADRE A EXECUTION MIXTE N°2020-8630-003

Le Cahier des Clauses Techniques applicables aux travaux d'exploitation et de débardage est constitué du Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière (CNPEF), du CNPTSF et du présent cahier (CCTP) qui règlemente les opérations d'exploitation et de débardage de bois façonnés effectués pour le compte de l'ONF ou des collectivités propriétaires.

La bonne exécution des présentes prescriptions est contrôlée par l'agent forestier responsable du suivi des travaux. Une prise de contact préalable, suivie d'une rencontre avec l'agent forestier responsable si ce dernier le juge nécessaire, est obligatoire avant le début des travaux.

DEFINITION DES PRINCIPAUX TERMES TECHNIQUES

Câblage : Action d'orienter la chute des arbres à l'aide d'un câble accroché en hauteur sur l'arbre et s'enroulant sur un treuil

Débardage : Action de déplacer les bois du lieu de leur exploitation au lieu de leur chargement sur camion

Trainage : Action de tirer à l'aide d'un tracteur les grumes attachées au bouclier et soulevées par une de leurs extrémités

Débusquage : Action de mener les produits façonnés du lieu d'abattage au lieu où ils seront pris en charge par les tracteurs de débardage

Vidange : Ensemble des opérations visant à libérer le sol forestier des produits façonnés

1. SIGNALISATION - PRECAUTIONS PARTICULIERES

1.1. Signalisation :

L'entreprise est tenue d'adopter toutes mesures, notamment en matière de signalisation, susceptibles d'éviter les accidents. A l'issue de la journée de travail, pistes et routes forestières seront entièrement dégagées.

L'entreprise a la charge d'obtenir toutes autorisations (y compris DICT pour ouvrages spécifiques) et de remplir les déclarations préalables obligatoires ; en cas de présence de sentiers de randonnée balisés notamment par le Club Vosgien et de circuits VTT (identifiés dans le PDIPR) il devra prendre toutes les mesures de signalement et de sécurité nécessaires (et prévoir des remises en état particulièrement soignées). Une copie de ces autorisations est à transmettre à l'agent patrimonial.

1.2. Travaux aux abords d'ouvrages aériens ou souterrains

L'entreprise est responsable des dégâts qu'elle pourrait causer aux installations aériennes qui traversent ou longent la coupe. Elle supporte la même responsabilité pour les installations souterraines dont la présence est signalée par l'agent technique responsable du suivi des travaux ou par un représentant de l'organisme responsable de ces installations.

Pour éviter ces dégâts, l'entreprise doit prévenir l'agent forestier responsable du suivi des travaux avant d'entreprendre les travaux proches de ces installations et se conformer à ses instructions.

1.3. Câblage :

En cas de câblage, l'attache du câble en hauteur se fait sous la responsabilité de l'entreprise de débardage qui doit avoir du personnel ayant les qualifications nécessaires. En cas de nécessité de faire appel à un grimpeur extérieur à l'entreprise, sous réserve de l'accord de l'agent responsable de la coupe (ARC), l'entreprise doit rédiger un plan de prévention des risques remis à l'ARC.

Toutes les prescriptions techniques suivantes font référence au Cahier National des Prestations d' Exploitation Forestière « CNPEF ».

2. ABATTAGE DU BOIS D'OEUVRE ET FAÇONNAGE DU BOIS D'INDUSTRIE ET DES STERES

2.1. Bois d'Oeuvre

Les clauses concernant le classement du BO figureront sur le formulaire FORTRA01 qui présente le lot ou seront données avant exploitation.

L'entreprise aura en charge le classement et les découpes qualitatives selon le cahier des charges fourni. Le numérotage/cubage sera effectué par l'entreprise selon le lotissement fourni par l'agent responsable. Sauf mention contraire en clauses particulières du lot, les plaquettes seront fournies par l'entreprise selon le code couleur défini par l'ONF.

A titre d'information, on considère qu'il y aura 1 à 2 découpes à faire par tige pour le BO.

Sauf interdiction par l'agent (en particulier clauses de régénération dites clauses « R »), le BO pourra être exploité et façonné dans un premier temps et le BI dans un deuxième temps. Cette solution pourra être privilégiée quand c'est possible pour optimiser la livraison des produits de bois d'œuvre.

2.2. Bois d'Industrie

Le diamètre fin bout sera :

Feuillus : 10cm fin bout sur écorce

Résineux : 8cm fin bout sur écorce

Le bois en long se fera en longueur maximale de 16m (pas de surmesure)

A titre d'information, on considère qu'il y aura 1 à 2 découpes à faire par tige pour le BI.

On cubera et lotira séparément les bois en fonction de leur classe de diamètre et des regroupements d'essence :

BI 5 et – :

Les trois catégories de bois ci-dessous seront loties distinctement :

1) Hêtre et Charme

2) Chêne, Frêne et A.F.

3) résineux.

BI 6 et + : un seul lot quelles que soient les essences.

Les bois réceptionnés en stères seront cubés selon la norme B53-020 (juillet 1991).

2.3. Stères

Sauf mention contraire en clauses particulières, la prestation demandée consiste à abattre les tiges, les façonner, les débarder et réaliser les stères, empilés entre piquets en bord de route forestière. Les quantités des BPU correspondent à des stères en 1m et les prix unitaires à proposer sont également en stère H.T.

2.4. Classement - Cubage

Le classement/ cubage est inclus, sauf mention contraire en clauses particulières des lots, dans la prestation d'exploitation. Il doit être effectué quotidiennement, au fil de l'avancement du chantier.

Chaque grume ou BIL portera mention au gros bout des longueurs et diamètres médians par qualité (indication à la craie forestière) et un numéro d'identification (sur plaquette pour le BO, à la peinture ou à la craie pour les BIL).

Exemple d'une grume classée en BC+D et présentant les caractéristiques suivantes : BC 12m pour un diamètre de 54 et D 5m pour un diamètre de 46 portera la mention suivante :

BC 12/54

D 5/46

N° XXXXX

Un listing informatique (un seul onglet d'un fichier sous format Excel par parcelle) sera obligatoirement fourni par l'entreprise en version numérique et papier. Il se présentera obligatoirement sous la forme suivante :

parcelle	essence	qualité	couleur	N°pièce	Longueur (m)	diamètre (cm)	Lg réfraction (m)	Observations
----------	---------	---------	---------	---------	-----------------	------------------	-------------------------	--------------

Les réfractions seront mentionnées à la peinture au gros bout des pièces concernées et dans la case observation du listing.

Toute non-conformité observée sur le volet classement/ cubage donnera lieu à une retenue de 3€ par m3 sur l'ensemble du lot concerné. Par ailleurs, si lors de la vérification du cubage par l'agent forestier un écart de plus de 3% du volume est constaté, le paiement de la prestation sera effectuée sur la base du volume le plus défavorable à l'entreprise.

2.5. Coefficient d'encombrement pour le façonnage de billons :

Produits	2m	2,4m	3m	3,6m	4m	5m	6m
S.P/EPC(BOR)qual.charpente(BC)					0,6		0,55
DOU/PIN/MEL(BOR)qual.charpente(BC)			0,57		0,55		
tous Résineux(BOR) qual.caisserie(CD)		0,6		0,57			
(BIR)	0,65	0,6	0,6				
(BIF) issu de tiges		0,6	0,6		0,55	0,52	
(BIF) issu de houppiers	0,6	0,55	0,55				

2.6. Mode de rémunération des différents produits :

- Bois d'œuvre feuillus en long : M3 sur écorce
- Bois d'œuvre résineux en long : M3 sous écorce (selon taux d'écorce en vigueur indiqué par l'ONF)
- Bois d'industrie feuillu et résineux en long : M3 sur écorce
- Billons : M3 après mesurage des piles et application des coefficients définis au point 2.5 ci-dessus

3. DISPOSITIONS PROPRES AU DEBARDAGE

3.1. Pointage des pièces :

Dans le cas de débardage non simultané, il pourra être demandé à l'entreprise chargée du débardage de pointer les pièces débardées à l'avancement du chantier (bois de qualité, sols sensibles nécessitant des réceptions partielles notamment) sur la base d'un listing fourni par l'agent de l'ONF.

3.2. Mise en poltres

La mise en poltres des bois se fera sur les places de dépôts désignées par l'agent technique. Si l'accès de ces places n'est possible que par un chemin de voiture, le trainage pourra y être toléré sur autorisation des services de l'O.N.F. Lorsque les poltres seront établis au-dessus d'un ruisseau ou fossé, des gisants seront mis en place de telle sorte qu'aucune pièce de bois ne touche l'eau. Une distance minimum de 5 mètres sera laissée entre les poltres et les cours d'eau situés en zone Natura 2000. En ce cas, il ne sera pas établi de poltres au dessus de cours d'eau.

Une attention particulière devra être portée à la présentation des lots de grumes. En particulier, et chaque fois que la place de dépôt indiquée par l'agent ONF responsable sera suffisante, les pièces des lots de chêne de qualité C4 et + et qualités supérieures ainsi que les lots de feuillus précieux devront être étalées de façon à faciliter leur estimation.

L'entrepreneur indique le nombre de pièces constituant chaque poltre et vérifie la conformité avec les lotissements (toutes les pièces constituant un poltre devront être apparentes). Il pourra être demandé par l'ONF d'ajouter un numéro de lot sur les poltres.

Les extrémités des pièces (gros bouts) sont disposées dans un plan vertical en assurant la stabilité de l'ensemble.

Le débardeur est responsable des accidents qui pourraient survenir à des tiers du fait d'une mauvaise mise en poltre des grumes, et ce jusqu'au moment de la vente des produits par les soins de l'ONF.

Le débardeur doit regrouper et mettre en tas au maximum les bois de même essence et qualité dispersés sur un même chemin (essayer de faire des poltres de 25 m3).

3.3. Lançage :

Le lançage ne peut être pratiqué que sur autorisation écrite du Directeur d'Agence. Il sera effectué aux risques et périls du débardeur qui devra prendre toutes mesures de sécurité utiles, notamment avertissement par signaux sonores et se conformer aux dispositions éventuellement arrêtées par le Directeur Départemental de l'Équipement qui lui auront été communiquées par le responsable du suivi des travaux.

Demeurent interdits :

- le lançage en période de neige,
- le lançage les samedi, dimanche, veille, jour et lendemain de fête,
- le lançage moins d'une demi-heure avant le coucher du soleil et en temps de nuit,
- le roulage des bois dans les pentes.

3.4. Divers :

Prestations à réaliser par le débardeur et ne faisant pas l'objet de rémunération horaire (rémunération comprise dans le prix au m3) :

- La découpe et l'ébranchage des bois sortis en toute longueur lorsque cette pratique est autorisée par l'agent patrimonial.
- Le poussage des branches issus de l'exploitation hors des pistes
- Le désencrouage des bois (sauf sur les chantiers exploités par les bûcherons ONF et au-delà de 5 arbres encroués par parcelle)

4. MESURES DIVERSES DE PROTECTION

4.1. Protection des semis, plants et jeunes bois

Le débardeur doit respecter les jeunes bois, les plants et semis en se conformant strictement aux prescriptions du présent Cahier et notamment aux articles 3-1, 3-2 et 3-4, aux clauses particulières (et aux consignes données par l'agent).

Il est responsable des dégâts qu'il occasionne, en dehors des cloisonnements d'exploitation ou des itinéraires désignés, aux semis, plants et jeunes bois d'un diamètre à 1,30 m du sol inférieur à la catégorie 15 cm, lorsque les dégâts sont dus à l'inobservation des prescriptions du Cahier des Charges.

4.1.1. *Destruction de plants ou jeunes bois mis en place artificiellement*

L'indemnité est égale aux frais de replantation à la date de la vente si la plantation est âgée de 10 ans au plus : au-delà, l'indemnité est égale aux frais de replantation multipliés par le dixième du nombre d'années écoulées depuis la plantation. Au cas où, pour l'ensemble du lot, le nombre de plants détruits est supérieur à 150 par hectare, l'indemnité est majorée de 30 %.

4.1.2. *Destruction de semis ou de jeunes plants naturels sur une superficie supérieure à 50 m2 d'un seul tenant*

L'indemnité est égale aux frais de replantation à la date de la vente si les semis sont âgés de 10 ans au plus : au-delà, l'indemnité est égale aux frais de replantation multipliés par le dixième du nombre d'années écoulées depuis le semis. Au cas où la superficie détruite est supérieure à 10 ares par hectare pour l'ensemble du lot, l'indemnité est majorée de 30 %.

4.1.3. *Les frais de replantation* comprennent la valeur des plants, les frais de mise en place et les dépenses d'entretien pendant les trois premières années, ainsi que le cas échéant, les frais de préparation du sol.

4.1.4. *L'inobservation des prescriptions du Cahier des Charges* et les dommages causés aux semis ou plants font l'objet d'un constat qui est adressé au débardeur qui, dans un délai de 15 jours, peut demander à ce qu'une visite contradictoire soit effectuée en sa présence.

4.1.5. *Ne sont pas considérées comme dommages à réparer* les destructions de semis, plants et jeunes bois correspondant à la replantation de moins de 50 plants.

4.2. Protection des arbres réservés

Le débardeur est tenu de respecter tous les arbres réservés. Il doit leur éviter tout dommage et notamment, à l'occasion des opérations de débusquage et de traînage, le décollement de l'écorce à la patte.

Lorsque des arbres réservés d'un diamètre supérieur ou égal à la catégorie 15 cm sont endommagés ou blessés du fait du débardage, le débardeur paie une indemnité en réparation du dommage subi.

4.3. Maintien en état des voies utilisées pour la vidange

Sauf dispositions contraires stipulées au contrat de débardage, pendant toute la durée des travaux de débardage et, le cas échéant, conformément aux indications de l'agent technique responsable du suivi des travaux, le débardeur doit :

- maintenir la possibilité de circuler sur les routes et chemins forestiers en n'y apportant notamment aucune entrave durable à la circulation, et remettre en état si nécessaire la bande de roulement
- garder en état de fonctionnement leurs saignées ou renvois d'eau, fossés ou tout ouvrage d'écoulement des eaux
- maintenir en état de service les panneaux de signalisation et autres équipements d'aménagement de la circulation, dont il assurera le remplacement en cas de destruction

Cette maintenance est limitée aux seuls effets directs du débardage à l'exclusion de ceux qui résultent de causes naturelles ou du fait des tiers.

S'il provoque aux routes et chemins forestiers et à leurs accessoires des dégâts résultant d'un usage abusif, le débardeur doit, avant l'expiration du délai fixé pour les opérations de débardage, effectuer ou faire effectuer les réparations de ces dégâts.

4.4. Maintien en état des équipements de la coupe

Sauf dispositions contraires stipulées au contrat de débardage, pendant toute la durée des travaux, le débardeur doit maintenir libres et en état de fonctionnement les laies séparatives de coupes, les fossés, les drains et tous ouvrages d'écoulement des eaux en les débarrassant au fur et à mesure des bois et matériaux qui y seraient tombés du fait du débardage.

Il doit respecter les bornes et signes divers de limite (de parcellaire ou de propriété).

Il doit également maintenir en état de fonctionnement les équipements cynégétiques ou touristiques qui lui seront signalés par l'agent technique responsable du suivi des travaux.

Il doit enfin, en cas de dommages causés aux engpillagements, effectuer sur le champ les réparations provisoires qui sont nécessaires pour leur permettre de remplir leur fonction et en informer l'Agent Patrimonial responsable de la coupe.

4.5. Protection de l'environnement

Protection des cours d'eau, mares, mardelles, zones humides, ravines : article 2.2 du CNPEF.

Il est indispensable de respecter la réglementation en matière de cours d'eau et de zones humides. En particulier, tout franchissement de cours d'eau par un engin (quel que soit le mode de franchissement : passage à gué, ouvrage temporaire, etc...), sans autorisation obtenue préalablement (demande faite par l'entreprise en charge de l'exploitation et/ou du débardage) auprès de l'autorité administrative départementale, constitue une infraction du Code de l'Environnement (art. L214-1 et suivants, L432-3).

Le dépôt de rémanents d'exploitation dans le lit d'un cours d'eau est également interdit.

4.6. Divers

Il est interdit :

- d'abandonner sur le parterre de la coupe des pièces mécaniques de même que leur emballage
- de déverser de l'huile de vidange ou tout carburant en forêt

LU et APPROUVE (mention manuscrite)

Etabli à Sarrebourg, le 31/03/2020

A , le

Le Responsable du Service Bois